

International Labor Network of Solidarity and Struggle
Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutttes
Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Lutas
Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas
Rete Sindacale Internazionale di Solidarietà e di Lotta
الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال
Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes



www.laboursolidarity.org

Nicaragua : nouvelles attaques contre les libertés démocratiques

Poursuivant sa politique consistant à museler toute expression critique vis-à-vis du gouvernement Ortega-Murillo, une majorité de députés à l'Assemblée nationale du Nicaragua a voté le 12 décembre, le retrait de la personnalité juridique du Centre Nicaraguayen des Droits humains (CENIDH). Le procédé expéditif adopté, qui de surcroît viole les règles administratives en vigueur dans le pays, constitue un pas de plus dans le verrouillage des libertés démocratiques et révèle, s'il en était encore besoin, le glissement accéléré, au cours des 8 derniers mois, vers un état policier. Cette mesure qui a également touché l'organisation politique « Hagamos Democracia » (et avant l'ONG « Centro de Información y Servicios de Asesoría en Salud » dirigée par Ana Quirós, citoyenne nicaraguayenne d'origine costaricienne expulsée du pays il y a peu, ainsi que l'Instituto de Estudios Estratégicos y Políticas Públicas – IEEP) s'inscrit dans le prolongement de mesures visant à criminaliser systématiquement les formes d'opposition collectives ou individuelles : tout d'abord, la loi anti-terroriste adoptée au mois de juillet, qui sanctionne par de lourdes peines de prison le soutien et/ou le financement de toute manifestation (considérée arbitrairement comme une tentative de déstabilisation du régime) ; ensuite l'obligation de demander l'autorisation de manifester, sachant que le gouvernement refuse systématiquement les demandes déposées par la société civile. Le CENIDH était justement à l'origine d'une demande d'autorisation, le 10 décembre, en vue de commémorer, comme dans de nombreux pays, la déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Créé au début des années 1990, autour de madame Vilma Nuñez de Escorcia, ex-vice-présidente de la Cour suprême de justice durant le gouvernement sandiniste des années 1980, le CENIDH est le principal organisme de défense des droits humains au Nicaragua. Il a accompagné de nombreuses victimes d'atteintes aux droits humains, dans les villes, comme dans les campagnes, quelle que soit leur sensibilité politique et face à tous les gouvernements qui se sont succédé au Nicaragua ces 25 dernières années.

Les fallacieuses raisons administratives invoquées contre le CENIDH ainsi que l'accusation de « délinquante » portée contre madame Nuñez de Escorcia, présidente de l'organisation aujourd'hui âgée de plus de 80 ans, pourraient prêter à rire si elles ne s'inscrivaient dans un contexte de répression généralisé, en vertu duquel plus de 500 personnes sont actuellement emprisonnées pour des raisons politiques. Rappelons également que les deux autres organisations nationales de défense des Droits humains (l'Association Nicaraguayenne Pro droits Humains -ANPDH et la Commission Permanente des Droits Humains - CPDH) ont-elles aussi fait l'objet de mesures de rétorsion. Ainsi, en raison des menaces, la CPDH a été obligée de fermer temporairement ses locaux tandis qu'un des représentants de l'ANPDH, témoin des exactions commises par la police et les forces para-policières dans la ville de Masaya au cours du mois de juillet, a été contraint de fuir le pays pour protéger sa vie. Par ailleurs, les diverses organisations internationales (émanant de l'Organisation des Nations Unies -ONU ou de l'Organisation des États Américains – OEA) se voient systématiquement refuser l'accès aux informations et/ou locaux (prisons, tribunaux, morgues, hôpitaux) qui permettraient de vérifier la situation des personnes décédées, blessées, emprisonnées ou disparues lors des manifestations qui ont éclaté à la mi-avril et de la répression qui s'en est ensuivie.

Finalement, le 13 décembre, l'acharnement des parlementaires fidèles au régime s'est poursuivi contre cinq autres ONG : la Fundación Instituto de Liderazgo de las Segovias (ILLS) ; l'Institut para el desarrollo de la Democracia (IPADE) – fondée par l'ex-ministre de la réforme agraire Jaime Wheelock – la Fundación del Río ; le Centro de investigación de la Comunicación (CINCO) – cofondé par Carlos Fernando Chamorro, ex directeur du quotidien Barricada et actuel directeur du journal en ligne Confidencial – et la Fundación Popolna – dirigée par la Commandante de la révolution sandiniste Monica Baltodano – se sont vues également privées de leur existence légale.

Cette décision a été immédiatement suivie d'effet : à l'aube du 14 décembre, la police s'est introduite par la force dans les locaux de plusieurs des organisations sanctionnées ainsi que dans ceux de Confidencial et a procédé au saccage des installations, dans une évidente volonté d'intimider et leur retirer le peu de ressources dont ces organisations et ces médias disposent pour faire entendre leur voix.

Les organisations signataires dénoncent vigoureusement cette nouvelle atteinte aux libertés collectives et individuelles qui a pour seul objectif de laisser les citoyens sans défense face aux abus répétés du pouvoir en place. C'est pourquoi, elles exigent :
Le rétablissement du statut légal pour toutes les organisations et l'arrêt de la stigmatisation des défenseur(e)s des droits humains, des journalistes et des citoyens critiques envers le régime.
L'abrogation de la loi anti-terroriste ; la garantie du droit de manifester ; la libération de tout(e)s les prisonnier(e)s politiques ; la fin de l'impunité pour les responsables des crimes commis.

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte

Organisations syndicales nationales interprofessionnelles

- Central Sindical e Popular Conlutas (**CSP-Conlutas**) - Brésil.
- Confederación General del Trabajo (**CGT**) - Etat espagnol.
- Union syndicale Solidaires (**Solidaires**) - France.
- Confédération Générale du Travail du Burkina (**CGT-B**) - Burkina.
- Confederation of Indonesia People's Movement (**KPRI**) - Indonésie.
- Confederación Intersindical (**Intersindical**) - Etat espagnol.
- Confédération Générale Autonome des Travailleurs en Algérie (**CGATA**) - Algérie.
- Batay Ouvriye - Haïti.
- Unione Sindacale Italiana (**USI**) - Italie.
- Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (**CNT SO**) - France.
- Sindicato de Comisiones de Base (**CO.BAS**) - Etat espagnol.
- Organisation Générale Indépendante des Travailleurs et Travailleuses d'Haïti (**OGTHI**) - Haïti.
- Sindacato Intercategoriale Cobas (**SI COBAS**) - Italie.
- Confédération Nationale du Travail (**CNT-f**) - France.
- Intersindical Alternativa de Catalunya (**IAC**) - Catalogne.
- Union Générale des Travailleurs Sahraouis (**UGTSARIO**) - Sahara occidental.
- Ezker Sindikalaren Konbergentzia (**ESK**) - Pays basque.
- Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (**CNTS/FC**) – Sénégal
- Sindicato Autorganizzato Lavorator COBAS (**SIAL-COBAS**) - Italie.
- General Federation of Independent Unions (**GFIU**) - Palestine.
- Confederación de la Clase Trabajadora (**CCT**) - Paraguay.
- Red Solidaria de Trabajadores - Pérou
- Union Syndicale Progressiste des Travailleurs du Niger (**USPT**) - Niger.
- Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal (**UNSAS**) - Sénégal.
- Unión Nacional para la Defensa de la Clase Trabajadora (**UNT**) - El Salvador.
- Solidaridad Obrera (**SO**) - Etat espagnol.
- Confederazione Unitaria di Base (**CUB**) - Italie.
- Independent Workers Union of Great Britain (**IWGB**) - Grande-Bretagne.
- Ogólnopolski Związek Zawodowy Inicjatywa Pracownicza (**OZZ IP**) - Pologne.
- Centrale Démocratique des Travailleurs de Martinique (**CDMT**) – Martinique.

Organisations syndicales nationales professionnelles

- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (**RMT/TUC**) - Grande-Bretagne.
- Centrale Nationale des Employés – Confédération Syndicale Chrétienne (**CNE/CSC**) - Belgique.
- Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (**SINALTRAINAL/CUT**) - Colombie.

- Trade Union in Ethnodata - Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector - Grèce.
- Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (**SYNTRASEH**) - Bénin
- Sindicato dos Trabalhadores da Fiocruz (**ASFOC-SN**) - Brésil.
- Organizzazione Sindacati Autonomi e di Base Ferrovie (**ORSA Ferrovie**) - Italie.
- Union Nationale des Normaliens d'Haïti (**UNNOH**) - Haïti.
- Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (**CUB SUR**) - Italie.
- Coordinamento Autorganizzato Trasporti (**CAT**) - Italie.
- Syndicat des travailleurs du rail - Union Nationale des Travailleurs du Mali (**SYTRAIL/UNTM**) – Mali.
- Gıda Sanayii İşçileri Sendikası - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (**GIDA-IŞ/DISK**) – Turquie.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA (**SNTPTB**) - Sénégal.
- Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (**ANFACSS**) – Panama.
- Palestinian Postal Service Workers Union (**PPSWU**) - Palestine.
- Union Syndicale Etudiante (**USE**) - Belgique.
- Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (**STCC**) - Portugal.
- Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (**Sinutapetrolgas**) - Venezuela.
- Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Públicos - Mexique.
- Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (**CUPW-STTP**) – Canada.
- Syndicat Autonome des Postiers (**SAP**) - Suisse.
- Federación nacional de trabajadores de la educación (**SUTE-Chili**) - Chili.
- Plateforme Nationale des organisations professionnelles du secteur public - Côte d'Ivoire.
- Fédération nationale des ouvriers et collectivités locales - Union Marocaine du Travail (**UMT-Collectivités locales**) - Maroc.
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Cheminots (**CGSP/FGTB Cheminots**) - Belgique.
- Botswana Public Employees Union (**BOPEU**) - Botswana.
- Organisation Démocratique du Travail – Organisation Démocratique du Travail (**ODR/ODT**) – Maroc.
- Federacao Nacional dos Trabalhadores em Transportes Aéreos do Brasil (**FNTTA**) - Brésil.
- Federação Nacional dos Metroviários (**FENAMETRO**) - Brésil.
- Namibia Football Players Union (**NAFPU**) – Namibie.
- Palestinian Electricians' Trade Union (**PETU**) – Palestine.

Organisations syndicales locales

- Trades Union Congress, Liverpool (**TUC Liverpool**) - Angleterre.
- Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (**ORMA Brescia**) - Italie.
- Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (**SUD Vaud**) - Suisse
- Sindicato Unitario de Catalunya (**SU Metro**) - Catalogne.
- Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (**DERİ-İŞ Tuzla et Izmir**) - Turquie.
- L'autre syndicat, canton de Vaud (**L'autre syndicat**) - Suisse
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Ville de Bruxelles (**CGSP/FGTB Bruxelles**) – Belgique.
- Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (**IG Metall Berlin**) - Allemagne
- Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahia Blanca (**SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahia Blanca**) - Argentine
- Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT - Argentine.
- UCU University and College Union, University of Liverpool (**UCU Liverpool**) - Angleterre.
- Sindicato di base Pavia (**SDB Pavia**) - Italie.
- United Auto Workers local 551 Ford Chicago (**UAW Ford Chicago**) – Etats-unis.
- Sindicato Uno Prodinsa, Maipú – Chili.

Organisations syndicales internationales

- Industrial Workers of the World - International Solidarity Commission (**IWW**).

Courants, tendances ou réseaux syndicaux

- Transnationals Information Exchange Germany (**TIE Germany**) - Allemagne.
- Emancipation tendance intersyndicale (**Emancipation**) - France.
- Globalization Monitor (**GM**) - Hong Kong.
- Courant Syndicaliste Révolutionnaire (**CSR**) - France.
- Fronte di lotta No Austerità - Italie.
- Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (**SSTI**) - France.
- Basis Initiative Solidarität (**BASO**) - Allemagne.
- LabourNet Germany - Allemagne.
- Resistenza Operaia - operai Fiat-Irisbus - Italie.
- Workers Solidarity Action Network (**WSAN**) - Etats-Unis.
- United Voices of the World (**UVW**) - Grande-Bretagne.
- Unidos pra Lutar - Brésil.
- Corriente Político Social Sindical 1° de Mayo de Buenos Aires – Argentine.